

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Relative à une réforme transparente et systémique des pratiques policières lors des contestations sociales

Position Groupe Les Verts/Alliance Libre Européenne

La contestation sociale est un fondement du mouvement écologiste européen. Pour cause, la protection de l'environnement et de la biodiversité nécessite d'alerter les citoyens, et ce, grâce aux moyens regroupés sous le terme de « contestation sociale » par la Commission dans cette proposition de communication. C'est pourquoi les Verts sont attachés au principe de la liberté de manifestation et que nous ferons tout pour le protéger dans un contexte européen où les politiques sécuritaires, répressives et anti-sociales reviennent en force dans certains Etats-membres.

D'une manière générale, les Verts portent un regard satisfait sur ce texte équilibré et de qualité. Bien sûr, il y a des manques, peut-être des contresens mais nous considérons que cette proposition de communication de la Commission répond aux enjeux contemporains liant police et contestation sociale.

Nous sommes en accord avec le constat émis par la Commission et nous saluons les propositions telles que la transparence des enquêtes liées aux violences policières ainsi que la volonté d'une standardisation européenne sur les sujets de la limitation du recours aux armes non-létales.

Ensuite, nous sommes surpris de certaines propositions comme le contrôle d'identité systématique à l'entrée des contestations sociales qui apparaissent être un danger pour l'exercice serein des libertés publiques, avec le risque de l'utilisation de cet outil pour augmenter la pression sur les manifestants par un appareil d'Etat répressif.

De même, cette proposition de communication, devra être enrichie, renforcée sur certains sujets, notamment sur la question du suivi de l'application des mesures proposées aux Etats-membres.

Pour conclure, le groupe des Verts/ALE sera ouvert au compromis mais ferme sur des principes fondamentaux pour nous. Nous savons que les citoyens de l'Union Européenne ne pourront pas compter sur la droite ni l'extrême-droite pour faire progresser l'exercice des libertés publiques. Nous nous tiendrons loin de leurs caricatures, dépeignant ceux qui veulent avancer sur ce sujet comme des anti-policiers ou de dangereux agitateurs. Notre discours sera factuel et raisonnable. Une autre majorité est possible sur ce texte. Si rien n'est fait, c'est le lien de confiance entre les citoyens et leur police qui sera rompu.